

## BULLETIN COMMERCE ET ENVIRONNEMENT

PRESS/TE/23  
14 mai 1998

**LE COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OMC ADOPTE  
SON PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1998, CONVIENT D'ÉLABORER  
UNE BASE DE DONNÉES DE L'OMC SUR L'ENVIRONNEMENT  
ET DISCUTE DE QUESTIONS D'ÉCO-ÉTIQUETAGE ET  
DES AVANTAGES ENVIRONNEMENTAUX DE  
LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES  
D'UN POINT DE VUE SECTORIEL**

Le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) s'est réuni les 19 et 20 mars 1998 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Chak Mun See de Singapour.

Le CCE a adopté son programme de travail ainsi que son calendrier des réunions pour 1998 (publiés dans le bulletin *Commerce et environnement* n° 22) et a traité des points de son programme de travail se rapportant à l'accès aux marchés, examinant notamment une analyse sectorielle des avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges.

Le débat a été enrichi par les communications de divers membres sur leur expérience nationale. Ainsi, le Canada a présenté un nouveau document intitulé *Les forêts: une expérience nationale*; la contribution de la Colombie a été un nouveau document ayant pour titre *Labels écologiques et accès aux marchés: étude de cas sur la floriculture colombienne*. D'autres membres ont aussi fait part de leur expérience nationale; la Nouvelle-Zélande a parlé des avantages environnementaux de la libéralisation des échanges dans le secteur agricole et le Brésil, de techniques écologiques de plantation du soja, de l'utilisation de l'éthanol comme combustible et de ses programmes d'éco-étiquetage des produits du cuir et des produits forestiers.

Le CCE a approuvé l'élaboration d'une base de données de l'OMC sur l'environnement comprenant les notifications relatives à l'environnement présentées au titre des Accords de l'OMC.

Le statut d'observateur a été accordé à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Un compte rendu détaillé de la réunion de mars du CCE est présenté dans les pages qui suivent.

## Programme de travail et calendrier des réunions pour 1998

Le CCE a adopté son programme de travail ainsi que le calendrier des réunions pour 1998. Le Président, M. l'Ambassadeur Chak Mun See de Singapour, a déclaré que ses objectifs généraux pour cette année étaient de faire progresser davantage l'analyse des points du programme de travail du CCE et de continuer à élargir la participation à cette analyse en invitant les Secrétariats d'accords environnementaux multilatéraux (AEM) à tenir le CCE informé de leurs travaux.

Le Président, au nom du CCE, a félicité le Secrétariat de l'OMC pour l'organisation du symposium d'ONG sur le commerce, l'environnement et le développement durable qui avait eu lieu les 17 et 18 mars et auquel quelque 150 organisations non gouvernementales (ONG) avaient participé. Le symposium représentait une occasion unique pour des ONG et les représentants d'organisations internationales de faire connaître leurs points de vue à l'OMC, dans un cadre non officiel.

Selon le représentant des Communautés européennes (CE), il faudrait que tous les aspects des questions de commerce et d'environnement deviennent un axe essentiel des travaux courants de l'OMC. Avant la Conférence ministérielle de 1999, il serait utile de renforcer le dialogue entre les décideurs de haut niveau dans le domaine du commerce et de l'environnement et d'harmoniser davantage les débats du CCE et les préoccupations plus générales de l'OMC en matière de prise de décision. Le représentant de la Norvège a dit que le commerce et l'environnement devraient bénéficier d'une attention accrue en prévision des conférences ministérielles à venir; le rôle du CCE pourrait alors être repensé, et il faudrait que les aspects environnementaux soient pris en compte dans les négociations futures.

### Point 6      Effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges

Dans le débat sur ce point, les membres ont procédé à une analyse sectorielle des avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges. Les membres ont mis l'accent sur les secteurs suivants: agriculture, énergie, pêche, forêts, métaux non ferreux, textiles et vêtements, cuir et services environnementaux. Comme base de discussion aux fins d'une telle analyse sectorielle, plusieurs membres avaient présenté des communications et le Secrétariat avait préparé un document de référence sur les avantages environnementaux de la libéralisation des échanges dans des secteurs donnés. La note du Secrétariat, distribuée sous la cote WT/CTE/W/67, et son addendum, peuvent être obtenus à l'adresse Internet suivante: <http://www.wto.org/ddf/ep/public.html>.

### Agriculture

Un grand nombre de membres étaient d'avis que la section sur l'agriculture du document WT/CTE/W/67 présentait un point de vue équilibré. Selon le représentant des États-Unis, un des résultats les plus importants auxquels le CCE pourrait parvenir serait de tenir un débat plus éclairé sur le lien entre l'élimination des restrictions et distorsions des échanges dans le secteur agricole et l'amélioration de l'environnement. Pour harmoniser les objectifs de croissance et de développement durable, il fallait que les prix des produits agricoles reflètent leur coût de production. La première étape devait être l'identification et l'élimination des distorsions causées par les politiques qui influaient sur les prix des produits agricoles sur les marchés internationaux. Lorsque les prix n'étaient pas justes, il était difficile de déterminer l'incidence sur l'environnement des politiques ayant pour effet de fausser les échanges.

À SUIVRE

Le Japon, la Norvège, la Corée et les CE ont signalé qu'une analyse exhaustive de la question devrait englober les effets tant négatifs que positifs sur l'environnement de la libéralisation des échanges agricoles et également tenir compte du fait que la portée des impacts sur l'environnement variait grandement d'un secteur et d'un pays à l'autre. Le document aurait pu accorder plus d'attention aux externalités positives associées au rôle multifonctionnel de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture de l'OCDE avaient abordé cette question du rôle de l'agriculture et avaient fait observer que des mesures bien ciblées de la part des pouvoirs publics permettraient au secteur de contribuer à la viabilité des zones rurales et de répondre aux préoccupations environnementales, tout en encourageant une utilisation efficace et durable des ressources en agriculture.

Il a été proposé que le CCE détermine les réformes des politiques en matière de commerce agricole qui pourraient le mieux contribuer à améliorer l'environnement. Pour de nombreux membres, l'élimination des subventions dans le secteur agricole serait bénéfique à cet égard. L'Australie, l'Argentine et la Nouvelle-Zélande ont indiqué que l'agriculture était de loin le secteur le plus subventionné. L'Australie et l'Argentine ont signalé que, malgré l'importance croissante des versements directs dans le secteur agricole, l'aide prenait principalement la forme de mesures de soutien des prix sur les marchés des produits agricoles, ce qui avait pour effet direct de hausser les prix et de stimuler la production dans les pays concernés. L'effet de ces mesures sur les marchés internationaux était souvent amplifié par les droits de douane et les subventions à l'exportation.

Les distorsions des prix internationaux attribuables aux subventions versées dans le secteur agricole étaient, selon de nombreux membres, la source de problèmes environnementaux. C'est ce qui expliquait pourquoi de nombreux pays, après s'être montrés protectionnistes à l'égard de leurs communautés agricoles, en ayant recours à des subventions et à d'autres mesures, s'étaient lancés dans une réforme de leurs politiques. L'importance d'un grand nombre des effets négatifs sur l'environnement associés aux mesures de soutien de l'agriculture devrait diminuer étant donné que les niveaux de soutien avaient été réduits, notamment la concentration régionale de la production et l'utilisation de méthodes de production moins viables sur le plan écologique, en particulier la surutilisation des engrais. Les pays développés étaient les seuls à pouvoir subventionner de façon importante la production et les exportations, a précisé l'Argentine, chiffres à l'appui. En effet, selon l'OCDE, en 1987, les mesures de soutien de l'agriculture dans les pays membres de l'OCDE se chiffraient à environ 280 milliards de dollars EU et ces sommes étaient imputables à un très petit nombre de pays membres.

Les subventions pouvaient aussi encourager les nouveaux investissements dans le secteur agricole, a déclaré l'Argentine, investissements qui auraient pu se faire dans d'autres pays, notamment dans les pays en développement dont la production agricole était moins intensive et où la pauvreté était un des principaux facteurs de dégradation de l'environnement. De l'avis de l'ANASE, de l'Argentine et d'autres membres, si les subventions étaient maintenues, les pays en développement seraient moins en mesure d'apporter les réformes nécessaires à l'environnement.

Le représentant de la Suisse a fait part de la préoccupation de sa délégation concernant l'utilisation du terme "subvention" dans la section sur l'agriculture du document WT/CTE/W/67, les subventions y étant systématiquement considérées comme la source du problème; certaines formes de soutien interne pouvaient se révéler bénéfiques pour l'environnement, comme les mesures que la Suisse appliquait pour réduire l'utilisation des engrais chimiques.

Plusieurs membres, dont l'Argentine, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, ont déclaré qu'il importait d'étudier les avantages environnementaux qui pourraient découler de la libéralisation des échanges agricoles. Les négociations qui devaient avoir lieu après 1999 dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture seraient une occasion de le faire; l'élimination plus poussée des subventions dans le secteur agricole était appelée à devenir un thème central des futurs débats concernant l'agriculture. Le représentant des États-Unis a fait remarquer que d'autres formes de

À SUIVRE

distorsions méritaient une certaine attention, comme les droits de douane élevés et certaines pratiques des entreprises commerciales d'État.

L'amélioration des possibilités d'accès aux marchés était un élément central du programme de réforme du commerce de produits agricoles. Selon l'Australie, pour évaluer le succès des négociations futures, il faudrait déterminer dans quelle mesure elles pourraient accroître les chances des pays exportateurs de produits agricoles d'augmenter leurs recettes d'exportation tout en adoptant des mesures de gestion durable des ressources, ainsi que leurs chances de diversifier leurs activités économiques.

La Nouvelle-Zélande a fait part de son expérience nationale de la libéralisation du commerce agricole, dans le cadre de laquelle elle a réformé au milieu des années 80 des politiques agricoles qui n'étaient pas viables écologiquement. D'importants avantages environnementaux avaient découlé de ces réformes, notamment l'utilisation de systèmes de production moins intensive, la diminution du recours aux engrais, une utilisation moindre d'énergie dans les processus de production, une moins grande spécialisation de la production et une moins grande utilisation des monocultures.

Le représentant du Brésil a rendu compte de l'expérience de son pays avec les plantations de soja. L'utilisation de méthodes de production durable dans les plantations de soja du Brésil avait permis non seulement d'accroître le rendement, mais aussi de réduire l'érosion du sol, la pollution causée par les produits agrochimiques, les émissions de monoxyde de carbone ainsi que le recours aux herbicides et pesticides.

Les États-Unis et d'autres membres ont rappelé que les travaux du CCE se situaient au stade de l'exploration analytique; la première étape en matière de libéralisation du commerce agricole avait été franchie, et il était maintenant possible de passer à la détermination des effets pour l'environnement, et l'expérience de la Nouvelle-Zélande était intéressante à cet égard. Il serait également utile que les pays ayant laissé entendre que la libéralisation des échanges pouvait avoir des effets négatifs sur l'environnement fassent part aux autres membres de leur expérience nationale en cette matière.

## Énergie

Le représentant du Brésil a fait part de l'expérience de son pays en matière d'utilisation de l'éthanol comme combustible. En réaction à la crise du pétrole du milieu des années 70, le Brésil avait créé un programme national baptisé PROALCOOL en vue de promouvoir l'utilisation de l'éthanol, une ressource renouvelable ayant plusieurs avantages pour l'environnement, en particulier celui de réduire les émissions de gaz à effet de serre, dans l'esprit des engagements de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. De même que les sources d'énergie traditionnelles (pétrole, charbon, gaz naturel et électricité), l'éthanol était frappé de droits de douane élevés. La réduction des droits de douane et l'élimination des distorsions des échanges applicables à l'éthanol permettraient d'améliorer les conditions d'accès aux marchés de cette source d'énergie plus pure.

Le débat a ensuite porté sur les avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges dans le secteur de l'énergie, en particulier les subventions relatives aux combustibles fossiles. Comme l'a fait remarquer le représentant des CE, l'élimination des subventions aurait des avantages environnementaux directs dans le cas de certaines sources d'énergie, le charbon par exemple, mais d'autres mesures complémentaires seraient souvent également nécessaires en vue de favoriser l'internalisation des externalités environnementales dans les prix de l'énergie, des taxes, par exemple. Selon l'Inde, le transfert de technologies respectueuses de l'environnement devrait aussi être envisagé comme autre moyen de promouvoir une utilisation efficiente de l'énergie.

À SUIVRE

Plusieurs membres, dont les CE, le Maroc et le Canada, ont fait référence à la Convention-cadre sur les changements climatiques des Nations Unies et à l'importance de résoudre les problèmes environnementaux causés par l'utilisation des combustibles fossiles partout sur la planète. Le Canada s'est dit préoccupé par l'importance des subventions du charbon accordées dans certains pays. Une des contributions majeures du Protocole de Kyoto serait sa capacité de transmettre à l'échelle de la planète un signal en faveur de la réduction de l'utilisation du charbon en tant que source d'énergie; les subventions pouvaient masquer ce genre de signal-clé des marchés.

### Pêche

Les membres ont fait bon accueil à une nouvelle note du Secrétariat sur les règles de l'OMC concernant les subventions dans le secteur de la pêche. La Nouvelle-Zélande, appuyée par l'Argentine, les États-Unis, le Canada, l'Australie et d'autres membres, a proposé que ce document soit mis en distribution générale.

Les membres étaient nombreux à avoir souligné que l'élimination des subventions dans le secteur de la pêche pourrait contribuer grandement à réduire la pression exercée sur les ressources halieutiques. Selon eux, le document WT/CTE/W/67 fournissait un portrait exact de la situation des pêches à l'échelle internationale. La surexploitation des ressources halieutiques et la surcapacité des flottilles de pêche étaient la cause de problèmes graves dans le secteur de la pêche. Les subventions dans ce secteur donnaient lieu à une utilisation des ressources halieutiques supérieure aux taux normaux d'exploitation économique. Ces taux gonflés encourageaient une capacité et une exploitation excessives, en particulier dans les pêcheries qui n'étaient pas bien gérées. La situation avait des répercussions sur l'offre de poissons aux consommateurs et aux transformateurs. De telles distorsions de l'offre exerçaient une pression à la baisse sur les prix mondiaux des poissons et fruits de mer. Les prix ainsi comprimés influaient sur la capacité des pays en développement, en particulier, de tirer un rendement économique de l'exploitation de leurs ressources halieutiques. En plus d'avoir à soutenir la concurrence des industries subventionnées, les pays en développement se heurtaient à la progressivité des droits de douane sur les produits de la pêche, comme les représentants du Maroc et d'autres pays l'ont fait remarquer.

De l'avis de plusieurs membres, l'apport d'organisations internationales compétentes dans le secteur de la pêche, comme l'OCDE, la FAO et la CDD, serait précieux. Au sein de l'APEC, le Japon et la Nouvelle-Zélande avaient parrainé conjointement une étude portant sur l'ensemble des différents types de subventions accordées au secteur de la pêche et les objectifs politiques sous-jacents, et où étaient analysés les liens entre ces subventions et les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. Une proposition serait soumise aux Ministres de l'APEC, en juin 1998, afin que les membres de l'APEC éliminent volontairement toutes les subventions prohibées et veillent à ce que toute subvention ne donnant pas lieu à une action soit appliquée conformément aux règles de l'OMC.

Les membres estimaient que le CCE ne devrait pas passer à côté de l'occasion qui lui était donnée de promouvoir les avantages environnementaux associés à la libéralisation accrue des échanges. Même si le mandat de l'OMC limitait sa capacité à améliorer la gestion des pêcheries, la réduction des subventions pourrait à tout le moins contribuer à une utilisation plus efficiente des ressources, diminuant ainsi la pression exercée sur les ressources halieutiques. Les représentants de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et d'autres pays estimaient que, malgré le fait que certaines subventions aient été soigneusement conçues dans le but de favoriser la durabilité écologique des activités de pêche, ces subventions ne faisaient pas le poids par rapport aux subventions qui avaient pour effet de maintenir la capacité de pêche excessive.

Comme plusieurs membres l'ont signalé, il était difficile d'isoler l'effet de la suppression des distorsions des échanges dans le secteur de la pêche en raison de la multiplicité des autres facteurs qui

À SUIVRE

influaient sur le secteur. La conservation des stocks de poisson ne dépendait pas uniquement de la réduction des subventions, car la cause première de la surexploitation était l'absence de gestion durable des pêcheries. La Corée, le Japon et la Norvège étaient d'avis qu'il fallait établir une distinction entre les diverses formes de subventions et procéder à des analyses permettant d'en déterminer l'incidence nette. Selon le représentant du Canada, certaines subventions pouvaient avoir des effets positifs pour l'environnement, notamment en favorisant la réduction de la capacité des flottilles, le recyclage des pêcheurs, la revalorisation des stocks et le rachat des navires et des droits de pêche. Pour améliorer la situation des pêches à l'échelle internationale, il fallait tenir compte de l'ensemble des facteurs en cause.

L'observateur de l'OCDE a signalé qu'une étude allait être réalisée sur la question des transferts financiers des gouvernements et sur la mesure dans laquelle ils influaient sur la transition vers la pêche responsable; les liens entre ces transferts et le commerce international n'étaient pas encore un sujet d'analyse. L'observatrice de la FAO a rapporté que la FAO avait entrepris une étude sur les subventions dans le secteur de la pêche dans les pays en développement. En avril, le Japon parrainerait un groupe de travail sur la surcapacité dans le secteur de la pêche, et, en juin, le Comité des pêches de la FAO organiserait une réunion sur le commerce des produits de la pêche où les questions de commerce et d'environnement devaient être abordées.

### Forêts

Le représentant du Canada a présenté une nouvelle communication sur l'expérience du Canada en matière de certification, de normalisation et d'étiquetage, distribuée sous la cote WT/CTE/W/81-G/TBT/W/61 et publiée en tant que communication conjointe CCE-OTC.<sup>1</sup> Le Canada appuyait l'idée de la prise en compte des questions environnementales pertinentes dans les travaux courants de l'OMC et avait hâte de débattre aussi au sein du Comité des OTC des questions de normalisation et d'étiquetage abordées dans sa communication. Le document du Canada faisait état d'un certain nombre d'instruments facultatifs qui avaient été conçus pour tenir compte des préoccupations des clients et des consommateurs en matière de gestion des ressources et de production de bois d'œuvre et de papier. Étant donné l'incidence que la certification, la normalisation et l'éco-étiquetage pouvaient avoir sur l'accès aux marchés, les prescriptions associées à certains des instruments en cause suscitaient une inquiétude bien réelle, car elles pouvaient influencer sur les conditions d'accès aux marchés. Le Canada espérait que d'autres membres n'hésiteraient pas à partager leur expérience nationale de ces questions de normalisation et d'étiquetage, de façon à permettre une meilleure compréhension des répercussions commerciales de ces instruments de politique environnementale.

Compte tenu de l'expérience du Canada relativement à la normalisation et à l'étiquetage, la communication énonçait un certain nombre de considérations et de questions de politique qui pouvaient contribuer à atténuer les préoccupations exprimées au sujet du commerce. Premièrement, un processus d'élaboration ouvert et transparent garantissait à toutes les parties prenantes des résultats reflétant l'ensemble des intérêts en jeu; la participation multipartite facilitait l'atteinte d'un consensus national. La publication des programmes de travail et les périodes prévues pour la présentation des observations étaient des mesures garantissant la transparence nécessaire, afin que les parties intéressées, tant au pays qu'à l'étranger, puissent faire valoir leur point de vue. Deuxièmement, quelle que soit la formule utilisée, le processus de vérification se devait d'être crédible et impartial. À cette fin, les normes devaient être aussi claires et précises et d'application aussi uniforme que possible. Dans son document, le Canada avait également soulevé la possibilité de formules de certification et de normalisation basées sur une méthodologie commune et insistait sur l'importance d'assurer

---

<sup>1</sup> À la demande du Canada, ce document est mis en distribution générale. Un exemplaire du document peut être obtenu sur demande de la Division du commerce et de l'environnement, Secrétariat de l'OMC, et il peut aussi être consulté ou téléchargé à l'adresse suivante: <http://www.wto.org/ddf/ep/public.html>.

l'équivalence. De façon générale, les problèmes d'échanges commerciaux pourraient être moindres si toutes les approches en matière de normalisation et d'étiquetage tenaient compte des conditions locales d'aménagement des forêts dans les pays producteurs et si elles étaient conçues de manière ouverte et transparente.

Les membres ont remercié le Canada d'avoir fait part de son expérience nationale dans le secteur forestier. La Nouvelle-Zélande avait eu à relever des défis similaires à ceux du Canada en matière de commerce de produits forestiers, et plusieurs entreprises forestières de la Nouvelle-Zélande s'acheminaient vers le respect des normes de la série ISO 14000. La Nouvelle-Zélande s'inquiétait des distorsions des échanges et des effets négatifs sur l'accès aux marchés que pouvaient causer les groupes d'acheteurs qui avaient pour politique de n'acheter que certains produits certifiés, tel que rapporté dans les communications du Canada et de la Colombie. De l'avis de plusieurs membres, l'équivalence était un instrument qui pouvait servir à atténuer les problèmes dans ce domaine et la question devrait être étudiée plus à fond dans le cadre du programme de travail de l'examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord OTC.

L'Égypte, comme d'autres membres, n'était pas d'accord pour dire que l'étiquetage ne se rapportant pas à des produits relevant de l'Accord OTC, en particulier pour ce qui était des procédés et des méthodes de production, comme le laissait entendre la communication du Canada.

Même si, selon de nombreux membres, le commerce n'était pas en cause dans la déforestation, l'élimination des restrictions et distorsions des échanges ayant une incidence sur le secteur forestier pouvait aider à résoudre les problèmes de déforestation et appuyer les efforts déployés à l'échelle internationale pour atteindre les objectifs d'aménagement forestier durable. L'Australie était d'avis que les principaux types de mesures suivants devaient être examinés dans le cas du secteur forestier: i) la progressivité des droits, qui pouvait réduire les recettes commerciales des pays qui dépendaient des exportations de produits forestiers et restreindre leur capacité à diversifier la production; ii) les restrictions à l'exportation, lesquelles pouvaient avoir pour objet de répondre aux préoccupations en matière de préservation de l'environnement ou de promouvoir les activités de transformation locales; iii) la perception de redevances d'exploitation forestière et de droits sur la coupe de bois; et iv) les initiatives visant à influencer sur les marchés de consommation et sur la demande des consommateurs, y compris les programmes d'éco-étiquetage et les prescriptions relatives à la teneur en matières recyclées.

Un grand nombre de membres, dont le Japon et les CE, ont déclaré que la libéralisation des échanges dans le secteur des forêts pouvait entraîner la dégradation de l'environnement en l'absence de mesures appropriées d'aménagement des forêts. À cet égard, les CE et l'Équateur étaient du nombre des membres qui avaient souligné l'importance d'une juste détermination des prix des ressources forestières. Le postulat de base du document WT/CTE/W/67 était que, dans une économie de marché qui fonctionne bien, les prix traduisent la rareté relative des ressources et les préférences des consommateurs. Or, les mécanismes des prix ne pouvaient tenir compte de la rareté du bois ou des services non liés au bois, y compris la valeur en termes de stockage de carbone. Les prix ne pouvaient pas refléter leur utilisation optimale puisque certains des bénéfices qui en découlaient ne profitaient pas aux propriétaires privés, aux générations actuelles, ni même au pays dans lequel elles étaient situées. Il serait donc important, comme l'ont suggéré les CE, de déterminer comment et dans quelles conditions les mesures de certification et d'étiquetage pourraient contribuer à atténuer les imperfections des marchés dans le secteur des forêts. Selon les CE, les principes concernant les programmes de certification, approuvés par le Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts, avaient été conçus pour faire en sorte que la certification et l'étiquetage ne constituent pas un obstacle au commerce.

L'ANASE estimait que, compte tenu de l'absence de consensus à l'échelle internationale au sujet d'une définition commune de l'aménagement forestier durable, les initiatives ayant pour objet de

À SUIVRE

faire en sorte que les produits forestiers aient uniquement pour origine des forêts gérées dans l'optique d'un développement durable pouvaient entraver l'accès aux marchés. Le maintien, dans certains pays importateurs, de la progressivité des droits et des crêtes tarifaires dans le domaine des produits forestiers exerçait un effet dissuasif sur les pays producteurs, en particulier les pays en développement, qui auraient voulu diversifier leurs activités au profit de produits forestiers à plus haute valeur ajoutée et pouvait aussi avoir des effets négatifs sur l'aménagement forestier durable. L'ANASE estimait que des contrôles à l'exportation étaient nécessaires dans ce secteur pour aider à réduire la propension à déboiser. Répondant à la question soulevée par le représentant de l'ANASE, le représentant des CE a indiqué que le Parlement néerlandais avait adopté un projet en vue de l'étiquetage du bois d'œuvre; la proposition devait cependant être soumise à la Commission afin que celle-ci se prononce sur la compatibilité de cette mesure avec la législation des CE, y compris ses engagements sur la scène internationale.

Selon le représentant de la Suisse, l'analyse présentée dans la partie du document WT/CTE/W/67 sur les forêts n'était pas suffisamment poussée. La complexité de l'incidence de mesures comme les subventions ou la certification des produits forestiers était telle qu'il était difficile de parvenir à des conclusions. L'augmentation des revenus pourrait avoir des avantages bénéfiques sur l'environnement uniquement dans la mesure où des sommes additionnelles seraient investies dans l'aménagement des forêts, ce qui serait seulement le cas si des politiques nationales d'aménagement forestier durable étaient mises en œuvre. L'effet direct de l'élimination des distorsions des échanges sur la qualité de l'environnement était somme toute restreint, en particulier parce que les droits de douane étaient déjà faibles.

#### Métaux non ferreux

Le Canada a affirmé que des avantages économiques et environnementaux pouvaient être tirés du recyclage des métaux non ferreux. Un grand nombre de pays, en particulier les pays en développement, auront besoin d'un volume croissant de produits à base de métaux non ferreux pour être en mesure de développer l'infrastructure nécessaire à leur modernisation. En conséquence, le recyclage de matériaux pourrait contribuer grandement à ce que ces produits puissent être obtenus à des prix raisonnables.

#### Textiles et vêtements

Plusieurs membres, y compris l'ANASE et le Pakistan, étaient d'avis que les restrictions quantitatives maintenues en vertu de l'Arrangement multifibres (AMF) étaient des sources de distorsions considérables des échanges dans ce secteur, lesquelles avaient une incidence sur les exportations de certains pays en développement, en particulier dans le cas des petites et moyennes entreprises (PME). De telles distorsions influaient directement sur leurs efforts pour tirer parti de la libéralisation des échanges et pour consacrer davantage de ressources au développement durable. Par conséquent, l'abandon graduel de l'AMF contribuerait à éliminer une catégorie importante de restrictions, de l'avis de nombreux membres. Quoi qu'il en soit, comme le faisait remarquer un des membres, l'élimination des restrictions quantitatives se limitait à quelques produits et le gros des restrictions resteraient encore à supprimer à la fin de la période de transition.

Les représentants des CE et de l'Égypte ont signalé qu'il était surtout question de coton dans le document WT/CTE/W/67; le champ de l'étude aurait été plus équilibré si celle-ci avait englobé les fibres synthétiques et la laine. Le représentant de l'Égypte a déclaré que, sans assistance technique et coopération pour aider son pays à adopter des technologies écologiquement rationnelles, le secteur égyptien du coton se ressentirait d'une mesure telle que l'élimination des subventions.

Plusieurs membres, y compris les États-Unis, ont signalé que le secteur des textiles et du vêtement pouvait être la cause de perturbations pour l'environnement; par conséquent, il était

À SUIVRE



nécessaire de prévoir des mesures complémentaires à la libéralisation pour faire en sorte que l'environnement n'en fasse pas les frais. Le représentant de Hong Kong, Chine, a dit que l'investissement était une question importante, car il n'était pas évident que la libéralisation des échanges de produits textiles ait mené à l'adoption de technologies écologiquement rationnelles.

### Cuir

Les membres qui ont parlé de ce secteur, le Brésil y compris, ont affirmé que la libéralisation des échanges dans ce secteur pourrait aider les pays exportateurs à adopter des technologies moins polluantes à toutes les étapes de la fabrication et être source d'innovations technologiques dans les techniques de traitement des résidus industriels. Il a été proposé que ce secteur fasse l'objet d'un débat plus approfondi et qu'il soit aussi question de la facilitation du transfert de technologies écologiquement rationnelles, vers les PME en particulier, afin d'atténuer les effets négatifs de la production de cuir sur l'environnement.

### Services environnementaux

Plusieurs membres, y compris les CE et les États-Unis, ont exprimé l'espoir que le CCE poursuive ses travaux relativement à ce secteur et que des résultats concrets voient le jour. Le Canada a signalé qu'il était un défenseur de la cause de la libéralisation des biens et des services environnementaux dans le cadre de l'APEC et qu'il était prêt à agir dans le même sens au sein de l'OMC.

Le représentant des États-Unis a rappelé qu'à l'occasion du symposium certaines ONG avaient dit qu'il s'agissait d'un secteur dans lequel l'OMC pouvait jouer un rôle important. Les CE estimaient qu'il fallait pousser plus loin l'analyse des avantages environnementaux potentiels de l'élimination des restrictions et des distorsions des échanges dans ce domaine, par exemple la disponibilité plus générale des services environnementaux et la baisse des prix qui découlerait d'une concurrence plus forte entre les fournisseurs nationaux et étrangers. Selon le représentant de la Norvège, il y avait lieu de croire qu'un accès plus facile à des produits, services et technologies moins chers et plus respectueux de l'environnement se traduirait par la mise en œuvre de politiques environnementales.

### Remarques générales sur le point 6

La question des avantages environnementaux qui pourraient découler de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges était une question complexe, en raison des nombreux facteurs qui devaient entrer en ligne de compte. Tous les membres ont aimé l'orientation sectorielle donnée au débat ainsi que les efforts du Secrétariat pour refléter la complexité du sujet dans le document WT/CTE/W/67.

Les membres se réjouissaient de la mise en distribution générale du document WT/CTE/W/67, qui avait grandement contribué au débat lors du symposium d'ONG. Comme l'a mentionné le représentant de l'Australie, le document regroupait une grande quantité de données existantes sur les politiques et les tendances économiques ayant trait au commerce ainsi que sur les politiques et les conditions environnementales, et il analysait les liens entre tous ces facteurs. Ses conclusions au sujet de la netteté de ces liens variaient, et il ne pouvait en être autrement compte tenu de la diversité des secteurs et de la complexité des questions en cause. Le document attirait l'attention sur divers secteurs d'activité basés sur l'exploitation des ressources naturelles, où la réforme des politiques économiques et environnementales avait de fortes chances, selon l'opinion de nombreux experts, de se révéler avantageuse dans l'ensemble pour le développement et l'environnement.

Le débat avait permis de mettre en évidence un certain nombre de facteurs dont il fallait tenir compte pour que les résultats positifs sur l'environnement d'une réforme du commerce aient toutes les

À SUIVRE

chances de se concrétiser, comme la nécessité de faire preuve d'efficacité dans l'élaboration des politiques, l'amélioration de la surveillance et de l'évaluation des facteurs environnementaux et l'importance globale d'une internalisation des coûts environnementaux dans les politiques environnementales et autres politiques connexes. Il serait essentiel de renforcer la capacité des gouvernements nationaux d'y donner suite, selon le représentant de l'Australie.

La libéralisation des échanges n'était pas la principale cause de la dégradation de l'environnement, pas plus que le recours à des mesures commerciales n'était une politique optimale pour résoudre les problèmes environnementaux. Quoi qu'il en soit, selon de nombreux membres, l'élimination des restrictions et distorsions des échanges représentait une première étape vers l'atteinte des objectifs de développement durable. Une réserve importante a toutefois été formulée: le développement durable devait surtout et avant tout être fondé sur des pratiques de gestion durable, et les politiques environnementales étaient par-dessus tout nécessaires au niveau national; ce n'était qu'à cette condition que tous les avantages de la libéralisation des échanges se concrétiseraient. Chose importante, plusieurs membres étaient d'avis que les politiques commerciales ne devaient en aucun cas se substituer à des politiques environnementales bien conçues et bien adaptées à la résolution des problèmes environnementaux et aux questions connexes de gestion des ressources.

Plusieurs membres, y compris l'Australie et la Nouvelle-Zélande, estimaient que le CCE devrait mettre l'accent sur l'agriculture et les pêches et sur les autres secteurs axés sur l'exploitation des ressources naturelles, car c'était dans ces secteurs que les distorsions des échanges étaient les plus prononcées et que le CCE avait le plus de chances de trouver des mesures de réforme des politiques commerciales pouvant se révéler avantageuses à la fois pour le commerce et pour l'environnement. La Turquie a suggéré que de nouveaux secteurs soient pris en compte dans l'évaluation. Le représentant du Pakistan a fait observer qu'il existait une relation positive entre la libéralisation des échanges et l'accroissement du revenu par habitant; cependant, une telle relation linéaire ne pourrait être obtenue dans tous les cas, à moins que ne s'y ajoutent d'autres mesures, comme les transferts de technologies et de ressources financières.

La Norvège, la Corée, la Suisse et le Japon ont fait valoir qu'une analyse plus détaillée était nécessaire à la prise en compte des effets positifs et négatifs sur l'environnement de la libéralisation des échanges. Il fallait, par exemple, tenir compte des multifonctions de l'agriculture, comme celles favorisant la biodiversité, la sauvegarde du paysage, la conservation des sols et la prévention des inondations. Les CE et la Suisse étaient d'avis que l'élimination des restrictions des échanges était rarement synonyme d'amélioration univoque de la qualité de l'environnement; des effets positifs étaient possibles, mais ils n'étaient pas automatiques.

La Nouvelle-Zélande et les États-Unis faisaient partie des membres qui pensaient qu'il y avait un grand nombre d'aspects complémentaires entre la libéralisation des échanges et les avantages environnementaux. L'OMC ne devrait pas se montrer réticente à envisager réforme et changement, en particulier compte tenu de la complémentarité observée entre la réforme et les avantages environnementaux. Dans la mesure où il était possible de cerner les domaines dans lesquels il était particulièrement important d'avoir des politiques complémentaires, il faudrait aider les gouvernements à déterminer la nature de telles politiques, et non pas à trouver des raisons de ne pas donner suite à la libéralisation des échanges.

La Suisse considérait que l'utilisation du terme "subvention" dans le document du Secrétariat posait problème. Les Membres de l'OMC ont reconnu que, dans la mesure où certaines conditions étaient respectées, les taxes et les subventions étaient des instruments de politique justifiés.

Le représentant de Cuba, au nom de la Bolivie, de Cuba, de la République d'El Salvador, du Honduras et de la République dominicaine, a rappelé que, dans le cadre d'*Action 21*, il avait été souligné que la réalisation du développement durable exigeait une solution aux problèmes

À SUIVRE

environnementaux dans leur ensemble. Compte tenu du caractère planétaire des problèmes environnementaux, les efforts en vue de les résoudre devraient être proportionnels au degré de développement de chaque pays. Malgré les efforts des pays en développement pour adopter des normes plus strictes de protection de l'environnement, a ajouté le représentant de Cuba, ils ne devraient jamais être traités sur un pied d'égalité avec les pays développés.

Comme l'a rapporté le représentant de l'Argentine, conformément au Principe 16 de la Déclaration de Rio, la mise en œuvre d'une politique de production durable n'était possible que si les prix reflétaient à la fois les coûts de production privés et les externalités environnementales associées au cycle de vie d'un produit. Les politiques de subventions à la production et à l'exportation mises en œuvre par certains pays membres de l'OCDE entraînaient une baisse des prix internationaux, dans la mesure où elles ne reflétaient même pas les coûts privés de production et où elles ne laissaient aucune place à la mise en œuvre de politiques environnementales permettant de tenir compte des externalités environnementales. Ces subventions pouvaient engendrer des effets environnementaux négatifs à l'échelle locale et à l'échelle mondiale, et elles devraient être éliminées.

Point 2                    Rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral

Les CE avaient commandé une étude sur les évaluations de l'impact sur l'environnement de mesures et d'accords commerciaux, qui devrait être achevée en 1998, dans le but de mettre au point une méthodologie concernant diverses options pour la mise en œuvre des lignes directrices de l'OCDE en matière d'évaluations de l'impact environnemental de mesures et d'accords commerciaux applicables aux CE. Les CE tiendraient les membres informés des résultats de cette initiative.

Les États-Unis ont reconnu que le débat sur les questions relatives à l'accès aux marchés avait permis de faire ressortir le rôle que les études environnementales pouvaient jouer pour ce qui était de garantir la complémentarité des politiques commerciales et environnementales. Ils espéraient que d'autres membres ayant réalisé des études similaires fassent part de leur expérience au sein du CCE.

Point 3 b)                    Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage

Le représentant de la Colombie a présenté une nouvelle communication de sa délégation sur les labels écologiques et l'accès aux marchés dans le secteur de la floriculture (WT/CTE/W/76-G/TBT/W/60), publiée comme document conjoint CCE-OTC.<sup>2</sup> Les préoccupations liées à la gestion, à la conservation et à l'utilisation durable des ressources en eau utilisées pour la production floricole avaient donné naissance à une initiative de gestion durable baptisée FLORVERDE, qui est un programme axé sur l'amélioration progressive et continue de la production dans le secteur de la floriculture. En dépit de ces efforts pour améliorer la protection de l'environnement, le secteur de la floriculture colombienne s'était trouvé confronté à des problèmes d'accès aux marchés, à cause de campagnes de dénigrement des fleurs colombiennes menées par des organisations privées dans certains pays importateurs. Ces organisations avaient mis en place leur propre système de labels écologiques, à des conditions inacceptables pour les exportateurs colombiens; ces écolabels privés étaient discriminatoires et leur coût était élevé.

---

<sup>2</sup> À la demande du Canada, ce document est mis en distribution générale. Un exemplaire du document peut être obtenu sur demande de la Division du commerce et de l'environnement, Secrétariat de l'OMC, et il peut aussi être consulté ou téléchargé à l'adresse suivante: <http://www.wto.org/ddf/ep/public.html>.

Comme en témoignaient l'expérience de la Colombie dans le secteur de la floriculture et celle du Canada dans le secteur forestier, les écolabels pouvaient avoir un impact considérable sur l'accès aux marchés. Il faudrait que le CCE adopte une position claire sur cette question, afin d'éviter la prolifération d'écolabels privés non assujettis à des normes d'acceptation générale, ce qui serait une source potentielle de distorsions des échanges. Les programmes d'éco-étiquetage devraient respecter les dispositions du Code de pratique de l'Accord OTC et il serait souhaitable que l'OMC étudie de façon plus poussée les questions de reconnaissance mutuelle et d'équivalence applicables aux labels écologiques.

Les membres ont remercié la Colombie d'avoir fait part de son expérience nationale, laquelle montrait l'incidence que pouvaient avoir les écolabels sur le commerce. Le représentant de l'Équateur a signalé que le secteur de la floriculture de son pays s'était adapté à l'augmentation des coûts et aux différentes conditions imposées par les pays importateurs dans le domaine de l'éco-étiquetage, obstacles similaires à ceux décrits dans le document de la Colombie.

Le Brésil a parlé de son expérience nationale en matière de programmes d'éco-étiquetage d'application facultative dans les secteurs du cuir et des forêts. L'Association brésilienne de normalisation technique était en train d'élaborer des critères pour l'étiquetage des produits du cuir et des chaussures. Quant au programme d'étiquetage CERFLOR, il avait pour objet de certifier l'origine des ressources forestières brésiliennes utilisées comme matières premières, sur la base de la norme ISO 14001 et d'autres critères, comme la conservation de la diversité biologique et la durabilité des ressources forestières.

Plusieurs membres ont formulé des observations au sujet du recours à l'éco-étiquetage comme instrument de politique environnementale. Selon les États-Unis, l'éco-étiquetage était un outil précieux pour ce qui était de réaliser des objectifs environnementaux et d'informer les consommateurs. Le représentant des CE a déclaré qu'il serait difficile de trouver une option moins restrictive pour le commerce étant donné que les programmes d'éco-étiquetage étaient d'application facultative et qu'ils se fondaient sur le mécanisme du marché que représentait le choix des consommateurs. Un grand nombre de membres ont souligné la nécessité de veiller à ce que les normes et les programmes d'éco-étiquetage soient d'application facultative, transparents, axés sur les marchés et le résultat d'une participation de toutes les parties concernées. Le représentant des CE a dit que, pour rendre leur programme d'éco-étiquetage plus transparent, de l'information à son sujet était offerte sur le site Web des CE.

Des travaux sur l'éco-étiquetage et l'éco-emballage étaient réalisés actuellement dans diverses tribunes internationales. Le Secrétariat avait préparé un survol de diverses études récentes sur l'éco-étiquetage et l'incidence sur l'accès aux marchés des prescriptions en matière d'éco-étiquetage. Selon la Corée, le Pakistan et l'Égypte, ces études avaient révélé que de telles prescriptions étaient coûteuses et qu'elles pouvaient entraver l'accès aux marchés. Dans certains cas, ces prescriptions entraînaient une majoration de 5 à 20 pour cent des coûts applicables aux produits exportés, un lourd fardeau pour les exportateurs des pays en développement et pour les PME en particulier. L'Égypte a formulé un certain nombre de recommandations au sujet de l'éco-étiquetage: a) permettre aux pays en développement de participer à l'établissement des critères et des normes de façon à ce que leurs intérêts soient pris en compte; b) fournir aux pays en développement une assistance technique pour les aider à mieux respecter l'environnement; et c) favoriser l'harmonisation et la reconnaissance mutuelle des programmes d'éco-étiquetage, tout en veillant à éviter qu'une telle reconnaissance soit conditionnelle au respect de normes qu'un pays impose à un autre.

La Colombie, le Pakistan, Hong Kong, Chine, la Corée et d'autres membres ont affirmé que les meilleurs moyens de réduire le plus possible les effets négatifs de l'éco-étiquetage étaient d'assurer la transparence dans l'élaboration et l'application des écolabels, de garantir la participation de tous les acteurs concernés au processus et de favoriser l'équivalence et la reconnaissance mutuelle. Le

À SUIVRE

Pakistan a exprimé l'opinion selon laquelle les pays en développement seraient sans doute plus disposés à adhérer à ces programmes si leur participation au processus était assurée, s'ils pouvaient bénéficier des transferts de technologies appropriés et si leurs producteurs se voyaient accorder les facilités de crédit voulues. Selon l'ANASE, tant qu'il n'y aurait pas de définition convenue à l'échelle internationale de ce qui constituait un aménagement durable des forêts, les programmes d'éco-étiquetage pourraient être utilisés en tant que mesure commerciale discriminatoire.

Pour le représentant du Canada, le débat avait révélé que l'éco-étiquetage était une réelle préoccupation pour de nombreux membres. La question en jeu était de savoir comment réagir aux programmes d'éco-étiquetage et au fait qu'ils pouvaient exercer une discrimination à l'encontre d'approches tout aussi valables que d'autres pour ce qui est d'améliorer la performance environnementale. Le représentant du Canada a souligné que, dans toutes les communications, il y avait un équilibre entre les préoccupations écologiques et commerciales. Il a remercié la Nouvelle-Zélande et le Japon d'avoir fait en sorte que leurs programmes d'éco-étiquetage respectent le Code de pratique de l'Accord OTC, condition importante soulignée dans le paragraphe 185 du rapport de 1996 du CCE.

Point 4                    Dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et prescriptions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce

Le CCE a convenu d'élaborer une base de données sur l'environnement à laquelle auraient accès les Membres de l'OMC, qui regrouperait les notifications de mesures liées à l'environnement présentées au titre des Accords de l'OMC et qui serait mise à jour annuellement par le Secrétariat. Le Président a dit qu'il procéderait à la consultation proposée par les États-Unis au sujet de la mise en distribution générale du document préparé par le Secrétariat en prévision de cette réunion, lequel passait en revue les notifications de mesures liées à l'environnement présentées à l'OMC en 1997.

FIN